

Sans argent, quel avenir pour la santé francophone ?

Hôpitaux universitaires, médecins... les ministres Rudy Demotte et Jean-Claude Marcourt ont en mains la qualité de notre santé de demain. Avec quels moyens ? Et avec quelles relations avec le Fédéral ? Les francophones recherchent de l'argent et des médecins !

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT LIÉVIN

En dehors de Maxime Prévot (cdH), Didier Gosuin et Cécile Jodogne (FDF), deux autres ministres gèrent des postes qui auront un impact majeur sur la santé des francophones : les socialistes Rudy Demotte et Jean-Claude Marcourt. Le premier a en charge les hôpitaux universitaires (Cliniques universitaires Saint-Luc, CHU Liège, Erasme, Cliniques universitaires de Mont-Godinne) : la compétence normative est à la Fédération Wallonie-Bruxelles (en plus de la compétence d'agrément et d'inspection)... mais le ministre doit composer avec de nombreuses balises du Fédéral. « *La conférence interministérielle santé n'est pas un lieu de conflit. Au contraire, on peut y faire avancer les dossiers. Les débats, par contre, ont lieu dans la presse ou au Parlement.* »

ENTRETIEN

Rudy Demotte

M... Belgique : Un ministre fâché sur Maggie De Block ?

Rudy Demotte: A ce stade, je n'ai pas assez d'éléments d'appréciations pour la juger. C'est une personne que je connais très bien puisqu'à la Chambre, lorsque j'étais ministre fédéral de la Santé, elle était ma tacleuse du VLD en commission. Toutefois, il y a une chose que je n'apprécie pas, actuellement, dans la manière dont elle a géré les discussions sur le numerus clausus avec le ministre Marcourt.

Un ministre sans argent, surtout !

R.D.: Il y a un problème d'ajustement au niveau de la réforme de l'Etat. Le montant théoriquement transféré à la FWB sur base de la réforme de la Loi spéciale de financement pour les infrastructures hospitalières sera de l'ordre de +/- 37,5 millions d'euros en 2016. Cela représente, au 1^{er} juillet 2015, pour les charges du passé A1 (infrastructure + matériel) 35,5 millions, et pour les charges du passé A3 (matériel médical lourd) 2,8

millions. Soit un total de 38,3 millions. Il faut encore y ajouter (au minimum), le montant des provisionnels accordés au 1^{er} juillet 2015 (1,275 millions) et le forfait reconditionnement 2015 (0,77 millions). Cela porte la facture totale à 40,345 millions alors que la recette n'est que de 37,5 millions. Cela implique donc une dotation négative et un définancement de la FWB de l'ordre de 3 millions. Tout compris, le définancement structurel arrivera à 8 millions en base annuelle.

Un ministre qui se plaint !

R.D.: La Wallonie et la Flandre sont dans la même situation, pour des montants encore plus importants ! A cette problématique, se rajoutent les règles européennes et l'impact des investissements en terme SEC sur la dette des entités fédérées. Pour l'avenir, on va demander une enveloppe structurelle lors des travaux du budget initial 2016. Evidemment, il faudra déterminer une clé de répartition pour cette enveloppe. ■

ENTRETIEN

Jean-Claude Marcourt

Alors que la ministre fédérale de la Santé, Mme De Block (VLD), doute ouvertement de l'efficacité du filtre mis en place par le ministre Jean-Claude Marcourt (PS), ce dernier attend d'elle un sursaut pour l'avenir de la santé de tous les Belges.

M... Belgique : Un ministre fâché ?

Jean-claude Marcourt : Elle ne pense pas à l'avenir de la médecine et de la qualité des soins de tous les Belges. C'est un problème communautaire à double titre : en Flandre, il y a une volonté de modifier de manière sérieuse le rôle du médecin dans la chaîne des soins de santé. C'est un paradoxe, puisqu'il n'y a pas assez d'infirmiers ou d'infirmières pour que cela soit réalisable. Ils oublient que de nombreux infirmiers quittent aussi la profession désabusés ou usés. La ministre De Block rallie les éléments les plus conservateurs sans aucune objectivation. On peut s'en étonner de la part d'un médecin qui connaît bien le secteur. Elle sait que les quotas ne répondent pas aux besoins de la population belge en termes de santé publique.

Un ministre contre le dogme ?

J-C.M. : On vit un véritable dogme selon lequel il y a un lien entre le nombre de médecins pratiquants et la hausse du budget de la Sécu. S'il existait, on le saurait. Au contraire, il devrait voler en éclats. On le voit en France notamment avec le budget de la Sécu qui éclate alors que les médecins sont en pénurie.

Un ministre exaspéré ?

J-C.M. : Je ne peux accepter que l'on tente d'améliorer le revenu des médecins en provoquant des pénuries. Surtout que de nombreux médecins du baby boom sont en train de prendre leur retraite et ne seront pas remplacés...

Un ministre qu'il ne faut pas tenter avec une nouvelle réforme de l'Etat pour avoir les mains libres...

J-C.M. : Ne me tentez pas (sourire). Il faut avant tout que la ministre écoute. Comme toujours, les réformes de l'Etat ne sont pas cohérentes... Elles proviennent de réflexions politiques aux ambitions contradictoires. Par ailleurs, j'ai vraiment l'espoir que le cadastre dynamique, à pratique médicale inchangée, lui apporte les mêmes réponses qu'à moi. Enfin, on peut se demander s'il n'y a pas une vraie mauvaise volonté à l'Inami dans ce dossier. En effet, lorsqu'on est capable de tracer les médecins sur les prescriptions, on devrait pouvoir savoir quels sont les médecins qui travaillent et s'il y en a assez.

Un ministre qui n'attaquera pas sa collègue en justice ?

J-C.M. : Je ne peux pas l'atta-

quer pour non-assistance à personne en danger (sourit-il). Par contre, lorsque le gouvernement fédéral dit qu'il ne fait pas de communautaire, il ne dit pas la vérité. En effet, ne pas traiter tous les Belges de la même manière, c'est du communautaire !

Un ministre qui tient à la recherche ?

J-C.M. : La pénurie des médecins en recherche m'inquiète. Le système marche sur la tête ! Actuellement, il est trop basé sur le curatif et il n'y a pas de réflexion sociétale. On constate pourtant une insuffisance

de personnel à tous les niveaux du monde de la santé. L'industrie de la santé rapporte plus qu'elle ne coûte en soins (TVA...). C'est notre premier secteur en Wallonie. En Belgique, on est même le premier producteur de médicaments par habitant au monde. Plus que jamais, on doit avoir une approche intégrée et investir dans l'innovation.

Un ministre qui croit en l'avenir ?

J-C.M. : Nous avons de nombreuses et excellentes sociétés de santé en Wallonie. Nous venons, je le rappelle, de voir deux entreprises wallonnes de santé entrer en bourse. ■